



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 7 (2026)

Faits saillants

- ❖ Philippines : présidence de l'ASEAN axée sur l'économie numérique et les minerais critiques
- ❖ Indonésie : Moody's place la dette souveraine sous perspective négative, pointant des risques de gouvernance et d'imprévisibilité des politiques publiques
- ❖ Singapour : un budget 2026 orienté vers le soutien aux entreprises, à l'innovation et au pouvoir d'achat

LE CHIFFRE À RETENIR

7 Md USD

1^{ère} phase du programme d'investissements industriels en aval du fonds public indonésien Danantara

Région

Repli du marché du private equity en 2025

En 2025, le marché du private equity (PE) en Asie du Sud-Est a chuté de 43 % de la valeur des transactions, qui s'est établie à 9,1 Md USD contre 16,0 Md USD en 2024, tandis que le volume des opérations a reculé de 12 %, passant de 67 à 59 transactions, selon le rapport Southeast Asia Private Equity Pulse 2025 d'EY. Le nombre de mégaoopérations (supérieures à 1 Md USD) a été divisé par deux, passant de huit à quatre, et la taille moyenne des transactions a diminué, atteignant 267,0 M USD contre 356,0 M USD l'année précédente. Ce repli s'explique principalement par une montée des tensions géopolitiques qui ont renforcé la prudence des investisseurs dès le deuxième trimestre. Les secteurs les plus attractifs pour les investissements en PE ont été les infrastructures numériques (42 % du total), suivis des télécommunications (12 %), de l'immobilier et de l'énergie (10 % chacun). Malgré ce contexte, une reprise a été observée au troisième trimestre. Singapour a confirmé son rôle d'ancrage régional, concentrant environ 75 % de la valeur totale des investissements en PE, renforçant ainsi sa position de refuge pour les capitaux en période d'incertitude. Par ailleurs, la levée de fonds a progressé de 97 % en valeur, atteignant 4,6 Md USD, confirmant l'attractivité stratégique de la région.

Indonésie

Moody's place l'Indonésie sous perspective négative

Moody's Investors Service a abaissé la perspective de la note de crédit souverain de l'Indonésie de "stable" à "négative", tout en maintenant sa notation à Baa2, indiquant que bien que les fondamentaux économiques du pays restent solides, les risques liés à une prévisibilité réduite des politiques publiques et à un affaiblissement perçu de la gouvernance pourraient compromettre l'efficacité des politiques et éroder la crédibilité du pays auprès des investisseurs. Cette révision reflète notamment des inquiétudes quant à l'incertitude des décisions économiques, des déficits budgétaires potentiellement plus larges et des communications de politique économique jugées moins claires.

Le fonds souverain Danantara envisage d'entrer au capital de la Bourse de Jakarta

Le fonds public Danantara se prépare à prendre une participation dans la Bourse d'Indonésie (IDX), dans le cadre d'un projet de démutualisation visant à transformer l'opérateur boursier, aujourd'hui détenu par les sociétés de courtage, en une entreprise ouverte à des actionnaires externes. Les autorités voient cette réforme comme un moyen de renforcer la gouvernance, la transparence et la liquidité du marché, après les inquiétudes soulevées par MSCI sur l'intégrité du marché indonésien (cf. Brèves semaine 5). Si les analystes saluent l'arrivée potentielle d'un investisseur institutionnel de long terme capable de stabiliser le marché et d'aligner l'IDX sur les standards internationaux, ils mettent aussi en garde contre les risques de conflits d'intérêts et d'atteinte à l'indépendance de la place financière, qui pourraient inquiéter les investisseurs étrangers.

Danantara lance 7 Md USD de projets industriels en aval

Le fonds public indonésien Danantara a lancé la première phase d'un vaste programme d'investissements industriels en aval, avec le démarrage simultané de six projets d'une valeur totale de 7 Md USD répartis dans 13 régions du pays. Entièrement financés sur fonds propres, ces projets devraient créer environ 6 000 emplois directs. Le secteur minier concentre la plus grande part des investissements, notamment avec un complexe intégré bauxite-alumine-aluminium à Kalimantan occidental pour une valeur de 3 Md USD, tandis que des projets sont également lancés dans l'agroalimentaire (volaille, sel industriel) et les énergies renouvelables, incluant biocarburants et bioéthanol.

Malaisie

Rebond des exportations françaises en Malaisie de 34 % en 2025

Selon les données publiées par les Douanes françaises (DGDDI), les échanges franco-malaisiens (4,73 Md EUR) ont progressé de 11 % par rapport à 2024 et le déficit bilatéral s'est réduit de 45 %, à 781 M EUR. Les exportations vers la Malaisie (1,97 Md EUR) ont augmenté de 34 %, après une hausse de 15,2% l'année précédente, tandis que les importations (2,75 Md EUR) ont reculé de 3 %.

La croissance des flux commerciaux français vers la Malaisie a été principalement portée par la construction aéronautique (44 % des exportations, +234 % en valeur), les composants et cartes électroniques (8 %, +16 %) et les machines et équipements d'usage général (4,9 %, +1,26 %). Les livraisons de produits pharmaceutiques (5,2 %) ont reculé de 23,6 % en valeur, comme les boissons (3,2 % ; -24,7 %) et les parfums et cosmétiques (3,0% ; -4,7 %).

La diminution des importations est quant à elle imputable aux échanges de composants et cartes électroniques (11,3 % des importations ; -17,2 %) et des appareils ménagers (4,8 % ; - 4 %). A l'inverse, les ordinateurs et équipements périphériques (16,2 % des importations), les machines et équipements d'usage général (11,1 %) et les produits pétroliers raffinés (5,0 %) ont progressé respectivement de 32,9 %, de 7,3 % et de 27,3 %. La Malaisie demeure le 4ème partenaire commercial de la France en ASEAN (4ème client et 3ème fournisseur) avec une part de 0,4 % dans le commerce extérieur français.

Khazanah double ses dividendes au gouvernement et affiche des rendements solides pour 2025

Le fonds souverain malaisien Khazanah Nasional a annoncé un bénéfice opérationnel de 1,3 Md USD pour l'exercice 2025, avec un rendement de portefeuille de 5,2 %. Dans le même temps, le fonds a doublé le montant des dividendes versés au gouvernement, le portant à 465 M USD. Cette décision intervient dans un contexte de consolidation budgétaire, de rationalisation des subventions sur le carburant et de pression pour réduire le déficit à 3,0 % à l'horizon 2028 : elle permet ainsi d'améliorer les recettes publiques sans recourir à une hausse d'impôts.

Depuis sa création en 2004, Khazanah a versé 4,9 Md USD de dividendes cumulés au gouvernement, soit 22,7 % des 21,7 Md USD de rendements cumulés pour les actionnaires. La stratégie du fonds s'inscrit dans le cadre du programme GEAR-uP, lancé par le ministère des Finances en août 2024, qui vise à accroître de près de 24 Md USD la capitalisation boursière des entreprises liées à l'État entre 2024 et 2028, avec un objectif de rendement annuel d'environ 7,5 %.

USM et Micron lancent un cursus pour de formation et certification dans le domaine des semi-conducteurs

L'Université Sains Malaysia (USM) de Penang a annoncé un partenariat stratégique avec l'entreprise américaine Micron pour former et certifier d'assemblage et de test de semi-conducteurs, destinée à développer une main-d'œuvre spécialisée et compétitive dans ce secteur. Le programme intègre des modules pratiques, des études de cas industrielles et des sessions animées par des professionnels de Micron, permettant aux étudiants de maîtriser les procédés d'assemblage et de test des semi-conducteurs, d'utiliser des outils et équipements spécialisés. 104 étudiants et 27 étudiants de l'USM en ont à ce jour été bénéficiaires du dispositif, tandis que 270 participants issus de plus de 10 universités bénéficient de cette initiative au niveau national. Le programme s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale sur les semi-conducteurs (NSS), visant à renforcer les compétences locales et soutenir l'innovation technologique, notamment dans les domaines de l'IA.

Les ventes du secteur manufacturier ont atteint 450 Md USD en 2025

La valeur des ventes du secteur manufacturier malaisien a atteint 450 Md USD en 2025, en hausse de 4,2 % par rapport à 2024. En décembre, les ventes ont progressé de 6,4 % en g.a., à 39,2 Md USD, portées principalement par les produits électriques et électroniques (+12,6 %), ainsi que par les sous-secteurs alimentaire, boissons et tabac et les produits métalliques. Les industries orientées vers l'export, représentant 70 % des ventes totales, ont vu leur activité croître de 6,8 % en décembre, tandis que les industries orientées vers le marché intérieur ont progressé de 5,6 %. Le nombre d'employés dans le secteur a atteint 2,4 M, en hausse de 1,1 %, et les salaires versés se sont élevés à 2,1 Md USD, en progression de 2,5 %.

Singapour

Un budget 2026 excédentaire orienté vers le soutien aux entreprises, à l'innovation et au pouvoir d'achat

Le budget 2026 de Singapour, présenté le 12 février par le Premier ministre, Lawrence Wong, prévoit un excédent de 8,5 Md SGD (6,7 Md USD), soit 1,0 % du PIB, après un surplus révisé à 1,9 % en 2025, malgré une hausse de 10 % des dépenses publiques contre une progression de 3 % des recettes. Le gouvernement mise sur un soutien accru aux entreprises et à l'emploi local face aux tensions géopolitiques et à l'impact de l'intelligence artificielle. Les entreprises éligibles bénéficieront d'un crédit d'impôt de 40 %, plafonné entre 1 500 SGD et 30 000 SGD, tandis que les programmes d'internationalisation verront leur budget augmenté, avec des subventions pouvant atteindre 100 000 SGD par entreprise. Un fonds de 1 Md SGD sera alloué pour soutenir les startups, et 37 Md SGD (1 % du PIB annuel) seront investis dans la recherche et l'innovation d'ici

2030. Pour les ménages, le budget reconduit les aides directes aux ménages *CDC vouchers* (500 SGD en 2027) et introduit des aides ciblées, comme un versement spécial de 200 à 400 SGD pour les foyers à revenus modestes, ainsi que des subventions pour les dépenses d'électricité. Le salaire minimum pour les travailleurs locaux sera relevé à 1 800 SGD, et les subventions salariales seront portées à 30 % de la hausse salariale, sous réserve d'une augmentation minimale de 200 SGD par mois. Le fonds de retraite CPF sera abondé jusqu'à 1 500 SGD pour les plus de 50 ans. Enfin, Singapour renforcera ses investissements dans la cybersécurité, la transition énergétique (objectif de 3 GWp d'énergie solaire d'ici 2030), et maintiendra ses dépenses de défense à 3 % du PIB, avec une possible révision à la hausse. Sur la taxe carbone, le gouvernement révise son objectif de 80\$/tonne à 50\$/tonne à horizon 2030.

Révision à la hausse de la croissance économique

Le ministère du Commerce et de l'Industrie de Singapour a relevé ses prévisions de croissance pour 2026, anticipant une expansion du PIB comprise entre 2,0 % et 4,0 %, contre une estimation initiale de 1,0 % à 3,0 %. Cette révision s'explique par une demande soutenue en infrastructures liées à l'intelligence artificielle et une résilience globale de l'économie mondiale. Cette dynamique économique est soutenue par des politiques fiscales expansionnistes dans plusieurs économies majeures, comme les États-Unis, l'Allemagne et le Japon. La Monetary Authority of Singapore (MAS) maintient pour l'instant une position prudente, son économiste en chef, Edward Robinson, indiquant que toute décision de politique monétaire dépendra des données à venir, dans un contexte d'incertitude globale. Le dollar singapourien et l'indice boursier Straits Times Index sont restés stables à l'annonce de ces prévisions.

Les 20 % des ménages les plus riches détiennent plus de richesses que les 80 % restants

En 2023, les 20 % des ménages les plus riches de Singapour possédaient une richesse moyenne de 5,3 M SGD (4,2 M USD), soit plus que la richesse combinée des 80 % restants, dont le patrimoine moyen s'élevait à 3,5 M SGD pour l'ensemble et seulement 293 000 SGD pour les 20 % les plus pauvres, selon une étude publiée le 10 février 2026 par le ministère des Finances. L'immobilier représente au moins 50 % de la richesse des ménages les plus aisés. Le coefficient de Gini de la richesse, mesuré pour la première fois à 0,55 en 2025, place Singapour au 11^e rang mondial en matière d'inégalités de patrimoine, selon le rapport Global Wealth d'UBS, un niveau « globalement comparable » à celui d'autres économies développées comme le Royaume-Uni, le Japon et l'Allemagne. À l'inverse, les inégalités de revenus ont reculé, atteignant un niveau historique de 0,379 en 2025 (contre 0,437 en 2015), grâce à une méthodologie révisée incluant désormais les revenus locatifs et d'investissement.

Vietnam

Le Premier ministre fixe les priorités clés pour 2026

Le Premier ministre vietnamien Pham Minh Chinh a promulgué la dépêche officielle no 12/CD-TTg portant sur les principales orientations de la politique monétaire et budgétaire pour 2026. Le gouvernement entend augmenter ses dépenses publiques, compte tenu des marges de manœuvre budgétaires à sa disposition (déficit à 3,6% et dette publique à 36% du PIB en 2025). Cette politique budgétaire expansionniste sera coordonnée avec la politique monétaire afin de soutenir la croissance, limiter l'inflation et préserver la stabilité financière. Les priorités incluent l'accélération du décaissement de l'investissement public, la mobilisation des capitaux domestiques et internationaux, ainsi que le développement des marchés de capitaux pour réduire la dépendance au crédit bancaire. Le gouvernement souhaite également favoriser l'attractivité des investissements directs étrangers dans les secteurs à forte valeur ajoutée et les hautes technologies, soutenir les petites et moyennes entreprises, et lever les obstacles administratifs à l'activité économique. Parallèlement, la Banque d'État du Vietnam (SBV), pour conduire sa politique monétaire, doit ajuster les instruments de taux, de crédit et de liquidité, tout en orientant les flux financiers vers les secteurs productifs, les moteurs de la croissance et les domaines jugés prioritaires, et en limitant les risques dans les secteurs vulnérables. Enfin, le gouvernement entend moderniser le système financier, notamment à travers l'expérimentation des actifs numériques et le développement du marché du carbone.

Une nouvelle stratégie approuvée pour répondre aux besoins du secteur de l'acier

Le Vice-Premier Ministre Bui Thanh Son a signé, le 9 février dernier, une stratégie de développement de l'industrie sidérurgique à l'horizon 2030, avec une vision jusqu'en 2050. L'objectif principal de celle-ci est de satisfaire 80 à 85 % de la demande intérieure d'ici 2030 et environ 85 à 90 % d'ici 2035. Pour ce faire, elle adopte une approche globale du secteur, proposant - dans la lignée des autres stratégies sectorielles vietnamiennes - des solutions relatives à l'élaboration des institutions et des politiques, au développement du marché, à la science et à la technologie, aux ressources humaines, à la protection de l'environnement, ainsi que des mesures spécifiques par groupes de produits sidérurgiques destinés à des secteurs spécifiques (construction, industrie navale, infrastructures énergétiques et de transport). Cette annonce intervient dans un contexte de forte demande intérieure pour le Vietnam et de difficultés à l'exportation, liées aux surcapacités chinoises sur le marché (la crise de l'immobilier intérieur conduit la Chine à exporter sa production d'acier à prix cassés) et aux barrières tarifaires imposées par l'Union européenne et les Etats-Unis. Cette réorientation, portée par le secteur national de la construction, a

permis par exemple à l'aciériste privé Hoa Phat de dégager un profit après taxe en croissance de 29 % en 2025 par rapport à l'année précédente. L'entreprise serait aujourd'hui le premier producteur d'Asie du Sud-est. Cette tendance devrait par ailleurs se confirmer : MB Securities prévoit une progression de 7 % du secteur en 2026, principalement portée par l'immobilier et la construction. Par ailleurs, les droits anti-dumping imposés contre l'acier chinois et coréen devrait permettre de le protéger de la concurrence sur certains segments. Moins dépendant des importations étrangères, le Vietnam devra toutefois s'assurer de limiter l'impact environnemental de sa production s'il souhaite continuer d'exporter à l'avenir, notamment vers les marchés européens.

Thaïlande

Victoire du Bhumjaithai (conservateur) aux élections générales du 8 février

Le Bhumjaithai, parti conservateur à la tête du gouvernement minoritaire depuis le 5 septembre 2025, est donné grand gagnant des élections générales du 8 février, obtenant 194 sièges sur 500 (+ 123 comparé à 2023) selon les résultats provisoires. Le Parti du peuple, parti réformiste en tête des sondages, est finalement arrivé deuxième et remporterait 117 sièges (-75) suivi du Pheu Thai à 74 sièges (-67) et le Kla Tham à 58 sièges (+58). Ambitionnant de maintenir une croissance à +3,0 % sur 2026-2030 [dernière prévision FMI à +1,6 % pour 2026, et +2,2 % pour 2027], le programme économique du Bhumjaithai s'appuie sur (i) un soutien de court terme à la consommation des ménages via des dispositifs de transfert (continuation du copaiement 50/50, subvention de l'électricité), (ii) une prise en compte de certains défis structurels (simplification administrative pour les investisseurs étrangers, plan seniors, offre de formation continue), sans réformes annoncées en matière de concurrence et de transparence économiques, et (iii) une diversification des débouchés commerciaux dans un objectif traditionnel d'équilibre entre puissances.

Banque mondiale : prêt de 100 M USD pour décarboner l'industrie lourde

Un prêt de 100 Md USD a été accordé par la Banque mondiale à l'Autorité des zones industrielles thaïlandaise (IEAT) afin de décarboner le foncier industriel thaïlandais. Il s'agit de la première étape d'une initiative d'un montant de 200 M USD, visant à décarboner l'industrie lourde et à faire de la Thaïlande une plateforme en matière de crédits carbone. L'objectif est de réduire les émissions d'équivalent carbone de 2,3 Mt sur 10 ans en déployant des infrastructures d'énergie solaire, de stockage électrique et pour les véhicules électriques. Les zones industrielles de Map Ta Phut et Laem Chambang seront les sites pilotes.

Production de biens industriels verts : un fort potentiel selon la Banque mondiale

Le Thailand Economic Monitor de février 2026 met l'emphasis sur le potentiel thaïlandais en matière d'exportations de biens industriels verts. Ces derniers représentent actuellement 9,9 % des exportations thaïlandaises, un niveau comparable à ses pairs régionaux. La complexité de ces exportations est également comparable à ses concurrents régionaux, mais inférieure à ses pairs 'structurels' (Mexique, Turquie et Bulgarie donnés en exemple). Ainsi, son indice Green Complexity Index (CGI), qui mesure la capacité à exporter des biens verts sophistiqués, s'établit à 0,7. Compte-tenu de sa base manufacturière, le potentiel thaïlandais de diversification vers des produits verts sophistiqués est élevé, avec un indice CGI potentiel à 1,4. Les produits à potentiel identifiés sont les véhicules électriques, les panneaux solaires, et les climatiseurs verts. Si la Thaïlande réussissait cette diversification, sa croissance pourrait augmenter de +0,3 pt sur 2026-2035, tirée par l'exportation de ces biens verts sur fond de hausse de la demande mondiale.

Premier investissement ex nihilo de PTT en Malaisie

Le pétrolier thaïlandais PTT a annoncé la création d'un site pétrolier offshore en Malaisie, son premier investissement greenfield en Malaisie, décrite comme « un des pays stratégiques pour le groupe ». Le site concerne les champs de Sirung et Chenda dans le cadre du projet malaisien SK405B, dans lequel PTT détient une participation de 49,5 %. Le plan de développement des deux champs comprend une plate-forme centrale de traitement et une plate-forme de tête de puits. La production débuterait en 2028, et serait de 15 k barils/jour.

Philippines

Léger rebond de l'inflation en janvier à 2 %, dans la fourchette cible de la BSP

L'inflation de janvier 2026 progresse légèrement à 2 % (contre 1,8 % en décembre 2025 et 2,9 % en janvier 2025), conformément aux prévisions de la Banque centrale et dans le respect de la cible de la politique monétaire (2-4 %) après plusieurs mois de ralentissement. La hausse de l'indice des prix est principalement tirée par l'augmentation des prix du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et autres combustibles (+3,3 % contre 2,5 % en décembre 2025) et les services de restauration et d'hébergement (+4 % contre +2,4 % en décembre 2025). L'inflation sous-jacente, hors alimentation et énergie, a également progressé (2,8 % contre 2,4 % en décembre), signe d'une tendance plus large de normalisation des prix. Bien que le taux observé soit le plus élevé depuis 11 mois (2,1 % en février 2025), les analystes estiment que cette reprise modérée ne devrait pas remettre en cause la baisse des taux directeurs de la BSP attendue le 19 février.

Présidence philippine de l'ASEAN : priorité au numérique et aux minerais stratégiques

Les Philippines ont présenté le 29 janvier les priorités économiques de leur présidence de l'ASEAN autour de l'économie numérique et des minerais critiques au service de la résilience, l'innovation et l'intégration régionale. L'économie numérique de l'ASEAN devrait doubler pour atteindre 560 Md USD d'ici 2030, portée par un marché de plus de 670 M d'habitants. Le commerce de minerais stratégiques en provenance de l'ASEAN, évalué à 250 Md USD, augmente régulièrement, représentant désormais 9 % des échanges mondiaux. L'Accord-cadre de l'économie numérique de l'ASEAN (DEFA), dont la conclusion est prévue pour novembre 2026, est présenté comme le premier pacte régional mondial sur le numérique couvrant les enjeux des flux de données transfrontaliers, de la cybersécurité, ou encore de l'IA et des blockchains. Une stratégie régionale sur les minerais critique est également en cours de préparation dans le cadre de la présidence philippine de l'ASEAN.

Indice de perception de la corruption 2025 : les Philippines à leur plus bas niveau historique

Les Philippines ont enregistré leur plus mauvais classement historique à l'Indice de perception de la corruption (CPI) de Transparency International en 2025, reculant à la 120^e place sur 182 pays, avec un score de 32/100 (contre 114^e et 33/100 en 2024). Ce résultat, inférieur aux moyennes régionale (45) et mondiale (42), reflète une dégradation marquée de la perception de la gouvernance publique, dans un contexte de scandale majeur lié à des projets de contrôle des inondations. Les allégations de détournements massifs de fonds publics ont suscité une forte mobilisation citoyenne, freiné les dépenses publiques et pesé sur la confiance des investisseurs et des consommateurs (ralentissement de la croissance à 3 % au T4 2025). Les analystes appellent à des poursuites effectives et à un renforcement des institutions de contrôle pour restaurer la confiance publique et renouer avec une forte croissance.

Cambodge

Le commerce extérieur soutien de la croissance

En 2025, la croissance de l'économie cambodgienne s'est établie autour de 4,8-4,9 %. Pour 2026, le budget a été bâti sur une hypothèse de 5 %, jugée un peu optimiste par le FMI. Pour autant, le début de l'année confirme le dynamisme des exportations cambodgiennes (+19 % en janvier, après +14,7 % en 2025). Le textile, au sens large, assure toujours une large part (53 %) et les Etats-Unis restent le principal marché de débouché (44 %). Mais, une diversification s'opère, avec un accroissement des exportations de produits de caoutchouc (37 % en 2025 et 66 % par rapport à janvier 2025) – pneumatiques principalement, grâce à des investissements chinois – et un développement de la production de véhicules électriques (pas encore suffisante pour se traduire dans les chiffres

d'exportation). Reste que la valeur ajoutée des exportations – en particulier agricoles – est encore limitée et que l'importation d'intrants, en particulier de Chine, maintient un léger déficit commercial.

Impact durable du conflit avec la Thaïlande

C'est clair, la fermeture de la frontière terrestre avec la Thaïlande, en raison du conflit frontalier, a eu un impact négatif sur les échanges commerciaux. Ils ont baissé de 15 % en 2025 et même de 49 % en janvier. Une partie des importations se sont maintenues, pour les produits non interdits (carburants ainsi que fruits et légumes pour l'essentiel). L'impact sur le tourisme a été notable aussi (-52 % en 2025 et même -96 % en décembre). Au-delà de la hausse des importations de matériaux de construction en provenance de Thaïlande – due au fait qu'il n'y a pas de contrebande possible via le port de Sihanoukville – les produits thaïlandais sont progressivement remplacés par des produits du Vietnam, de Malaisie, d'Indonésie et de pays plus lointains. Outre le boycott très net de produits thaïlandais – ayant entraîné la fermeture de Doi Chaang (cafés), 7-11 (supérettes), d'une partie des stations PTT et des difficultés pour BigC (supermarchés) –, les nouveaux fournisseurs occupent le marché ; et comptent bien y rester.

Un droit du travail amélioré

A l'occasion du Forum de l'OCDE sur le devoir de diligence dans le secteur de l'habillement et de la chaussure (11-12 février, Paris), le Cambodge a confirmé ses engagements. Par la voix de son ministre du travail et de la formation professionnelle, le Royaume a réaffirmé son souhait d'améliorer le droit du travail et de promouvoir des comportements responsables dans le textile. Ce secteur emploie environ 1 million de personnes et sert de référence pour la fixation des normes de travail ; par exemple pour le salaire minimum (fixé à 210 USD hors avantages et primes). HENG Sour conduisait une délégation tripartite (Etat, employeurs et syndicats). L'enjeu est double pour le pays : d'une part, convaincre les donneurs d'ordres que les règles sociales (et environnementales) sont bien respectées ; et, d'autre part, se préparer à la graduation du statut de PMA, en décembre 2029. En décembre 2032, le Royaume perdra le bénéfice de « Tout sauf les armes » et son remplacement par le SPG+ – régime commercial encore très favorable – nécessitera de respecter strictement toutes les normes de l'OIT.

Laos

Objectif de 6 millions de touristes internationaux en 2026, porté par l'afflux de voyageurs chinois et le développement ferroviaire

En 2026, le Laos prévoit d'accueillir entre 5 et 6 millions de touristes internationaux, dont 2 millions de Chinois, selon les estimations gouvernementales. Ce rebond s'appuie sur le 65^e anniversaire des relations diplomatiques Laos-Chine et sur l'essor du chemin de fer Laos-Chine, qui facilite les déplacements entre les deux pays et renforce les connexions avec l'ASEAN, la Chine et l'Europe. Avant la pandémie de Covid-19, le Laos recevait près de 5 millions de visiteurs annuels, dont plus d'1 million de Chinois, générant environ 700 M USD de recettes. Après la réouverture des frontières, les arrivées ont progressivement retrouvé leur niveau d'avant-crise : 4,1 millions en 2024 et 4,6 millions en 2025, dont 1,1 million de Chinois.

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Leklay Sivilay, a souligné le rôle central du chemin de fer Laos-Chine, opérationnel depuis fin 2021, qui a transporté 12 millions de passagers en trafic domestique et 72 millions de tonnes de marchandises sur l'ensemble du corridor Vientiane-Kunming. Le gouvernement prévoit d'étendre ce réseau en intégrant les lignes Laos-Thaïlande et Laos-Vietnam, avec un projet de construction vers la frontière vietnamienne et une étude de faisabilité pour une liaison Vientiane-Pakse. À l'horizon 2030, le Laos ambitionne d'attirer 22 millions de visiteurs internationaux, générant 8 Md USD de recettes, tandis que le tourisme domestique devrait représenter 11 millions de voyages pour un chiffre d'affaires de 5 Md USD. Le secteur, soutenu par la promotion des sites culturels et naturels, reste un pilier économique, avec un objectif de croissance annuelle de 6 %.

Birmanie

Levée des droits de douane sur les véhicules électriques spécialisés

Le ministère de la Planification et des Finances a annoncé la levée des droits de douane pour plusieurs véhicules électriques spécialisés ainsi que leurs composants, à compter du 31 mars 2026. Sont concernés les camions-grues, camions de forage et malaxeurs à béton, véhicules de dépannage, camions à échelle pour l'entretien des lignes électriques, unités médicales et de diffusion mobiles, laboratoires et boulangeries mobiles, distributeurs automatiques de billets et bibliothèques mobiles, ainsi que les pulvérisateurs d'asphalte, balayeuses de rue, camions de vidange des égouts et véhicules de pulvérisation d'eau, excavatrices, des bulldozers, des chargeuses, des grues, des équipements de construction routière, des chariots élévateurs et d'autres engins de terrassement et de manutention. Parmi les composants, sont exemptés de droits de douane les batteries de traction, les moteurs électriques, les systèmes de gestion de batterie (BMS), les convertisseurs, onduleurs, équipements de recharge et les composants électriques haute tension. Cette levée des droits de douane s'inscrit dans la stratégie du gouvernement de facto visant à promouvoir les importations de véhicules électriques et leur assemblage en Birmanie, malgré l'insuffisance de la production électrique locale.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr ; gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ;
emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr